

# 4. Réforme des échanges internationaux

## Pax Economica



La première mouture de son Pax Oeconomica prémonitoire parut fin avril 1913. Par la suite, en Allemagne, aux USA, en Angleterre il publia des opuscules, avant de faire sortir de presse son ouvrage de synthèse Pax Economica ([Pax Economica](#)) en 1920.

Pour abolir les guerres et instaurer la paix, il est nécessaire de remonter à la cause fondamentale des antagonismes et donc d'agir sur elle. Or, pour Henri Lambert ce sont les circonstances économiques qui dominent les rapports nationaux et internationaux. Il convient dès lors de faire mieux connaître et mieux comprendre les grandes vérités économiques, et ce, tant au niveau des peuples que de celui de leurs dirigeants qui sont si souvent ignorants du fonctionnement et des effets des mécanismes économiques. C'est cette mission-là qu'il entreprend au printemps 1913, mission qu'il

maintiendra sans cesse dans la suite de sa lutte.

*« Il y a sans doute une loi naturelle générale et synthétique », déclare-t-il, « régissant l'univers dans toute son universalité, et à laquelle doit répondre l'ensemble des phénomènes, dont elle exprime la cause finale. Elle ne pourrait être qu'une loi de progrès vouant la matière, par le moyen des propriétés énergétiques qui y sont attachées, à un travail de transformations et d'ascension, lentes mais incessantes et sûres, vers le Vrai, le Beau, le Juste. Il n'est personne qui puisse prétendre concevoir l'ensemble universel comme étant sans but, comme pouvant « être, sans raison d'être ». Il n'est personne qui soit capable de concevoir à l'ensemble des choses et phénomènes un autre but, une autre raison d'être, que l'amélioration, le perfectionnement, le progrès indéfinis vers le Vrai, le Beau, le Juste – et la Félicité. L'ensemble universel, de même que chacune de ses parties, est soumis et doit répondre à cette cause finale.*

*La loi générale de progrès domine les destinées de l'humanité. Pas de vie harmonieuse des hommes en société, pas de relations harmonieuses des sociétés entre elles, en dehors des conditions permettant à cette Loi des lois d'accomplir ses effets : toute tentative d'y mettre obstacle sera une révolte, un crime contre la Nature même, et deviendra, tôt ou tard, l'objet d'une sanction rectificatrice, automatiquement appliquée, se manifestant sous la forme de ce que nous appellerons un « châtiment ». Et de poursuivre, en affirmant que « le phénomène naturel le plus caractéristique, et la condition la plus indispensable et la plus fondamentale de révolution progressive de l'humanité c'est la division du travail avec l'échange des produits du travail. La suppression de la division du travail et de l'échange marquerait le retour de l'homme à l'état le plus primitif ; tout empêchement à leur développement entre les membres d'une collectivité se traduit fatalement par un arrêt ou un ralentissement des améliorations dans l'état économique et moral de l'individu ainsi que dans l'état social de la collectivité. De même, les obstacles à l'accomplissement de ce phénomène naturel entre les individus appartenant aux diverses collectivités humaines ont pour conséquence le ralentissement ou l'arrêt de leur progression dans l'ordre*

*économique, social et moral. Leur régression vers l'état de barbarie est, dès lors, à craindre. La guerre apparaît comme l'une des sanctions ou l'un des châtements qui finissent par frapper les nations, lorsque, opposant des obstacles au développement entre elles de la division du travail et de l'échange, elles faillissent à la mission d'accomplissement mutuel des progrès économiques, sociaux et moraux, indéfinis, parallèles et adéquats, que la nature assigne à l'humanité ».*

L'acte d'échange et la division du travail sont ici à nouveau mis au coeur du problème, comme ils l'ont été au coeur de son Nouveau Contrat Social, de même que sa philosophie finaliste. Pour Henri Lambert la division du travail et le libre-échange internationaux sont indispensables « à l'accomplissement intégral » des destinées de l'Humanité appelée à un progrès irrésistible qui se fait, dans la paix sociale et internationale, par les idées ou par la violence dans les guerres et les soulèvements. Ainsi, est-il convaincu que « *dans les conditions de la guerre moderne, il ne peut y avoir de nation puissante par les armes que celle qui dispose, en même temps, d'une grande puissance économique. Fatalement, une telle nation sera, ou finira par devenir libre-échangiste ; en raison de ses besoins et de son pouvoir d'expansion et de pénétration, elle ne pourra pas ne pas le devenir. La force de ses armes, elle la mettra, tôt ou tard, au service du libre-échange; elle exigera la libre entrée chez les autres et, économiquement forte, n'hésitera guère à la consentir, en même temps, chez elle. Cette nation ne tardera pas, en effet, à se rendre compte que l'enrichissement indéfini d'un pays n'est possible que moyennant l'enrichissement des autres pays, qui sont ses clients ou ses fournisseurs : le libre-échange se trouvera introduit par la force, et le progrès sera instauré par la guerre. Mais, au prix de quelles humiliations et de combien de souffrances pour les vaincus !* ». Pour lui l'ennemi est donc le protectionnisme qui est un système de « régression, de violence, de quasi-barbarie, économiques, morales et sociales » qui sera vaincu par les idées ou par la force et c'est ce dilemme qui se pose à l'Europe en 1913.

Devant ce danger imminent, les pacifistes selon Henri Lambert paraissent « *ne pas se rendre suffisamment compte de cette vérité, de primordiale importance. Aussi, est-il fort à craindre que leurs nobles efforts restent inefficaces, ou du moins très insuffisamment opérants. En prêchant l'esprit de conciliation, de concorde, l'honnêteté politique des états, la justice internationale, l'arbitrage, le désarmement, les pacifistes ne s'attaquent pas à la cause ; ils paraissent ne pas voir que l'esprit belliqueux, les iniquités nationalistes internationales, les armements et même les prétendues « inimitiés de races » ne sont, et tout au moins entre les grands états européens, que des effets dont la cause est l'hostilité des intérêts, généralement entretenue par le protectionnisme. De même, les efforts pacifistes du prolétariat organisé pourraient plus utilement se porter contre le protectionnisme que s'employer à la propagande antimilitariste et internationaliste.*

*En effet, pas de désarmement militaire possible, ni même désirable, sans désarmement économique. En outre, aucune conception n'est plus internationaliste que le libre-échange, qui est, nécessairement, l'institution réaliste fondamentale de tout internationalisme. À bien des points de vue, légitimement considérés par le prolétariat, la suppression des frontières douanières équivaldrait bientôt à celle des frontières politiques, rendant cette dernière inutile. Les prolétaires ne paraissent guère se douter, au surplus, de ce que le protectionnisme représente d'iniquités et de dommages de la part du capital envers le travail ».*

Sa forte conviction dans le libre-échange lui fait adopter, comme souvent chez ceux qui ont la certitude d'avoir trouvé une clef aux problèmes, le côté réducteur des causes uniques. Si le libre-échange est la solution fondamentale aux problèmes de l'Humanité le protectionnisme lui est une des causes « *principales du socialisme, doctrine erronée, certes, et de régression quant aux moyens de réforme sociale qu'elle préconise, mais protestation justifiée et nécessaire contre les erreurs et abus du capital, qui ne sont d'ailleurs pas représentés uniquement par le protectionnisme.*

*Protectionnisme et militarisme, paupérisme et socialisme, monstrueux enfants de l'erreur et de l'esprit de rapine ou de violence, s'accouplent à leur tour, se réengendrent, s'accroissent, s'enchaînent et traînent, ensemble, l'humanité d'Europe aux abîmes ».* Et de conclure en un aphorisme percutant affirmant que le « *protectionnisme est le socialisme des riches, et socialisme le protectionnisme des pauvres* ».